

## TOUT CE QU'IL FAUT SAVOIR À PROPOS DES RETRAITES DES TRAVAILLEURS SALARIÉS

# Les questions les plus fréquentes des lecteurs

***Vous êtes toujours de plus en plus nombreux à nous écrire, tant par voie postale que par Internet. Dans l'attente de publier le courrier des lecteurs — lecteurs que nous remercions pour leur patience —, nous répondons ci-dessous aux questions qui reviennent le plus souvent dans vos lettres et emails.***

■ **Quelle est la différence entre la retraite proportionnelle ou sans condition d'âge et la retraite anticipée ?**  
La retraite proportionnelle et la retraite sans condition d'âge sont attribuées à la demande exclusive du salarié. En revanche, la retraite anticipée concerne les travailleurs qui ont perdu leur travail de façon involontaire par suite de compression d'effectifs ou cessation de l'activité de l'employeur.

■ **Quelles conditions faut-il remplir pour bénéficier d'une allocation de retraite ?**  
Être âgé de 60 ans au moins et ayant travaillé pendant au moins 20 trimestres ou 5 ans.

■ **Le cumul entre une pension de réversion et une activité est-il toléré ?**  
Oui, le cumul est permis.

■ **Le cumul entre la pension de réversion du conjoint survivant avec une pension directe au titre de sa propre activité est-il permis ?**  
Oui

■ **Quelles sont les personnes ayant la qualité d'ayants droit ?**  
a) Le conjoint (veuf ou veuve) ;  
b) les enfants à charge tels qu'ils sont définis dans l'article 67 de la loi 83-11 du 02 juillet 1983 ;  
c) les ascendants à charge.

■ **Lorsqu'un titulaire d'un avantage de retraite décède ses ayants droit peuvent-ils prétendre à une pension de réversion ?**  
Oui.

■ **Quel est le montant maximum des pensions ?**  
Le montant maximum est de 80% du salaire soumis à cotisations. Ce montant peut atteindre 100% du salaire net pour les moudjahidine.  
Le montant maximum brut de la pension ne peut être supérieur à 15 fois le SNMG.

■ **Est-ce que le montant minimum est garanti à tous les avantages de retraite ?**  
Le montant minimum est garanti uniquement aux bénéfi-

ciaires d'une retraite normale servie à l'âge de 60 ans et aux titulaires d'une retraite anticipée liquidée dans le cadre du décret législatif n° 94-10.

■ **Quel est le montant minimum de la pension de retraite ?**  
Le montant minimum de la pension de retraite est égal à 75% du montant du SNMG (article 16 de la loi 83-12 modifié et complété par l'article 4 de la loi 99-03 du 22 mars 1999) : soit 12 000 DA X 75 % = 9 000 DA par mois. Ce montant est fixé à 25 000 DA par mois pour les moudjahidine.

■ **Quels sont les éléments du salaire de référence ?**  
C'est le salaire soumis à cotisation de sécurité sociale. En sont exclus (voir décret exécutif n° 96-208 du 5 juin 1996) : les prestations à caractère familial (allocations familiales, primes de scolarité, salaire unique, etc.) ; les congés payés non consommés (bien que soumis à cotisation) ; et les primes à caractère exceptionnel (primes de départ à la retraite, indemnité de licenciement, etc.).

■ **Quel est le salaire de référence pour le calcul de la retraite ?**  
C'est le salaire mensuel moyen des 5 dernières années précédant la mise à la retraite. Ou si c'est plus favorable, au salaire mensuel moyen déterminé sur la base des cinq années ayant donné lieu à la rémunération la plus élevée au cours de la carrière professionnelle de l'intéressé.

■ **Quel est le taux de validation des années d'activité ?**  
La loi 83-12 stipule que pour chaque année validée,

le montant de la pension est fixé à 2,5% du salaire soumis à cotisation.

Pour les travailleurs ayant la qualité de moudjahid, les années de participation à la guerre de Libération nationale sont comptées double et validées à 3,5 % par an. Exemple : 24 ans d'activité : 24 x 2,5% = 60%

■ **Quelles sont les conditions de la durée d'activité requises pour bénéficier d'une retraite ?**  
La durée minimum exigée varie selon l'avantage demandé.

Avantage	Durée minimum
Retraite à 60 ans	60 trimestres (ou 15 ans)
Retraite proportionnelle	80 trimestres (ou 20 ans) pour les hommes 60 trimestres (ou 15 ans pour les femmes)
Retraite sans conditions d'âge	128 trimestres (ou 32 ans)

■ **Existe-il d'autres dispositifs de mise à la retraite avant l'âge de 60 ans ?**  
Oui.

1) - La retraite proportionnelle : instituée par l'ordonnance 97-13 du 31 mai 1997, elle est attribuée à la demande exclusive du salarié(e). Le bénéfice de cette retraite est subordonné à l'accomplissement de deux conditions qui sont : être âgé de 50 ans et avoir travaillé pendant au moins 20 ans. Ces deux conditions sont réduites chacune de 5 ans pour la femme qui peut par conséquent demander une pension proportionnelle si elle atteint l'âge de 45 ans et si elle réunit 15 ans d'activité ;  
- 2 - retraite sans condition d'âge : cette retraite est servie aux travailleurs, à leur demande exclusive, réunissant 32 ans d'activité.

## REPÈRES POUR LES RETRAITÉS ALGÉRIENS DE FRANCE

**NOMBRE.** En 1960, on comptait 2,3 millions de retraités en France (régime de base, métropole), pour un rapport démographique (cotisants/retraités) de 3,98. En 1975, ces chiffres s'établissent respectivement à 4,1 millions et 3,15 et en 1987 à 6,4 millions et 1,99. En 2006, la France compte 11,1 millions de retraités au régime général et le rapport démographique est de 1,51.

**MINIMA.** Le minimum contributif, correspondant au seuil versé à un retraité faiblement rémunéré durant toute sa carrière atteint 579,85 euros par mois (261,43 euros pour la pension de réversion).

**ALLOCATION DE SOLIDARITÉ AUX PERSONNES ÂGÉES (ASPA).** Versée au titre de la solidarité nationale sous condition de ressources, elle est de 628,10 euros par mois pour une personne seule, 1 126,77 euros pour un couple. S'y ajoutent des compléments pour invalidité (369,99 euros), conjoint à charge (50,81 euros), enfant à charge (88,72 euros)...

**REVERSION.** Elargie aux 55 ans au moins, la pension de réversion (54 % de la retraite du conjoint décédé) est soumise à un plafond de ressources (17 555 euros par an et 28 088 euros pour un ménage).

**PROMESSE.** A la conférence sociale du 6 février 2008, le gouvernement français a annoncé une revalorisation de 25% de l'allocation de solidarité d'ici à 2012, avec une avance « à valoir » de 200 euros en 2008. Les pensions de réversion devraient passer de 54% à 60%.

## COURRIER DES LECTEURS

### Ai-je droit à une pension ?

Je suis née en France. A la fin de mes études, je suis allée en Algérie et j'ai travaillé de mars 1976 à août 1992 dans une entreprise nationale sans interruption.

J'ai 53 ans et je vis actuellement à nouveau en France. Est-ce que j'ai droit à une retraite en Algérie ? Ne résidant pas en Algérie, comment dois-je faire pour pouvoir percevoir ma retraite si j'y ai droit, car je crois que les retraites sont versées uniquement sur un compte postal et non sur un compte bancaire ?

Saïda Tedjar (France)

**RÉPONSE :** La législation algérienne relative à la retraite précise que la femme travailleuse peut, à sa demande, être admise à la retraite à l'âge de 55 ans, si elle justifie d'au moins 15 années de travail. Elle bénéficie également d'une réduction d'âge d'une année par enfant élevé pendant au moins 9 ans et ce, dans la limite de 3 enfants.

Il faut vous rapprocher de l'agence CNR de la wilaya où vous avez travaillé et cotisé pendant la période que vous avez indiquée afin de voir si vous réunissez ces conditions et afin de constituer votre dossier. Les modalités de versement de votre pension seront étudiées avec l'agence CNR concernée.

### Pension d'invalidité et revalorisation

Permettez-moi de revenir à la charge en posant autrement le problème : la revalorisation des rentes d'invalidité est du ressort de la Cnas pour les accidents survenus postérieurement au 2 juillet 1983, date de la promulgation de la loi sur les relations de travail.

Les rentes liquidées antérieurement à cette date restent gérées par l'employeur, le ministère de l'Education nationale en l'occurrence. Comme mon accident date de 1969, la rente que je perçois est inscrite au budget de l'Etat et gérée par le ministère de l'Education nationale qui doit appliquer l'arrêté du ministre du Travail portant revalorisation des retraites et rentes d'invalidité.

Depuis mai 2003, je n'ai bénéficié d'aucune revalorisation, la dernière datant de décembre 2002. Enfin je tiens à vous préciser que la CNR n'est pas concernée par les accidents du travail.

**RÉPONSE :** Dans nos réponses à vos précédents emails, nous n'avons jamais écrit que la CNR était concernée par les accidents du travail.

A plusieurs reprises sur cette question de la revalorisation des pensions de retraite et d'invalidité, la source des informations publiées était tirée des arrê-

tés ministériels annuels de revalorisation des pensions, arrêtés qui concernent les organismes de Sécurité sociale versant des pensions de retraite et d'invalidité dont la Cnas et la CNR ; la Cnas ne le fait pas pour des raisons de trésorerie, selon les déclarations de ses gestionnaires. Tout autre ministère, dont celui de l'Education nationale, est tenu d'appliquer ces arrêtés.

### 30 ans de travail et mutualiste

Je suis fils de moudjahid décédé : j'ai cumulé 30 ans de travail et adhère à la mutuelle de l'industrie du pétrole. Est-ce que j'ouvre droit à la retraite ?

**RÉPONSE :** Les fils de moudjahidine n'ont aucun avantage particulier en terme de retraite. 3 cas de figure se présentent pour vous : bénéficier d'une pension de retraite à l'âge légal de 60 ans ; ou d'une retraite proportionnelle à partir de 50 ans ; ou d'une retraite sans condition d'âge à condition d'avoir cotisé pendant 32 ans. Votre statut de mutualiste peut éventuellement vous faire bénéficier d'une retraite complémentaire dont les modalités sont définies par le contrat qui vous lie à votre mutuelle.

